

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure,
en application de l'article L171-8 du code de l'environnement,
de la Société Carrières de France,
exploitant la carrière située lieu dit « Coste Belle » à Evenos**

Le préfet du Var,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L171-6, L171-7, L171-8, L171-10 et 11, L172-1, L511-1 et L514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHÉ Préfet du VAR ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024 / 14 / MCI du 12 avril 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 autorisant le renouvellement de l'autorisation et l'extension de la carrière dite du Mont Caume, sise lieu-dit « Coste Belle », sur le territoire de la commune d'Evenos, exploitée par la société Technipierres ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2021 actant le changement d'exploitant de la carrière et de ses installations de traitement situées au lieu-dit « Coste Belle » sur le territoire de la commune d'Evenos, au bénéfice de la société Carrières de France ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur du 2 août 2024, établi à la suite de la visite d'inspection du site situé Lieu-dit « Coste Belle » de la société Carrières de France, le 3 avril 2024, transmis à l'exploitant le 4 septembre 2024 et réceptionné le 9 septembre 2024 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant au courrier visé supra ;

Considérant que lors de la visite en date du 3 avril 2024 l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de garanties financières actualisées et constituées permettant la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 1.5.4 et 1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Carrières de France de respecter les prescriptions des articles 1.5.4 et 1.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société Carrières de France, dont le siège social est situé lieu-dit "les carrières" à (23250) Soubrebost exploitant une carrière sise lieu dit "Coste Belle " sur la commune de Evenos est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.5.4 et 1.5.5 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 modifié en constituant les garanties financières actualisées sous un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du Code de l'environnement et en application de l'article L171-10, après que le préfet en ait préalablement informé le procureur de la République, être procédé par un agent de la force publique à l'apposition des scellés sur les installations maintenues en fonctionnement.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Notification et Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société Carrières de France, dont le siège social est situé lieu dit "les carrières" à (23250) Soubrebost.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Recours

Conformément à l'article L171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application des articles R514-3-1 et L514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans ce même délai, qui prolonge de deux mois les délais ci-dessus mentionnés.

Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi, par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou soit au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire d'Evenos.

Fait à Toulon, le

- 2 OCT. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI